

# Chapitre IX

## Les relations politiques de la Turquie kémaliste avec l'Allemagne jusqu'en 1929

À partir de 1924, les relations internationales connaissent une détente significative. Après l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges, qui a attisé le nationalisme en Allemagne et détérioré l'image de la France, les puissances ont été obligées de sortir de leur passivité. Pour résoudre la crise, une commission d'experts présidée par l'Américain Dawes a établi un plan provisoire de financement des réparations en avril 1924. Ce plan inaugure le retour des États-Unis sur la scène européenne, qui passe par une nouvelle forme de diplomatie, celle des banquiers<sup>1</sup>.

L'année 1924, qui scelle la reprise des relations diplomatiques entre la Turquie et l'Allemagne, correspond donc, sur le plan international, à un tournant. Jusqu'en 1929, l'Europe connaît une relative stabilité, facilitée par le pacte de Locarno, l'entrée de l'Allemagne dans la SDN en septembre 1926 et le pacte Briand-Kellogg. La Turquie pour sa part a été reconnue au traité de Lausanne, et malgré les problèmes qui restent en suspend, elle reprend rapidement des relations plus ou moins apaisées avec les puissances européennes comme avec ses voisins.

### *1. Les fondements de la République turque*

#### *La politique étrangère*

La Turquie républicaine est née d'une guerre d'indépendance menée à la fois contre le gouvernement d'Istanbul et contre les alliés. Les kémalistes se sont opposés au traité de Sèvres, et ont âprement négocié le traité de Lausanne. À ce titre, il est possible de parler d'un traumatisme initial<sup>2</sup>, qui continue pour une part à déterminer la politique extérieure de la Turquie aujourd'hui. Surtout, l'effondrement de l'Empire, attribué en partie à la politique des puissances, a provoqué chez ces anciens Jeunes Turcs une forte méfiance<sup>3</sup>. Soucieux de ne pas répéter les erreurs du passé, ils sont porteurs d'un certain anti-impérialisme, mais ne sont pas pour autant anti-capitalistes, désireux au contraire d'attirer les investissements étrangers chez eux. Par ailleurs, dans leur projet de modernisation, ils savent qu'ils devront

---

<sup>1</sup> Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe*, *op. cit.*, p. 143.

<sup>2</sup> Bayart, Jean-François, « La politique extérieure de la Turquie : les espérances déçues ». In : *Revue française de sciences politiques*, vol. 31, N° 5 – 6, octobre – décembre 1981, pp. 861 – 889, ici p. 863.

<sup>3</sup> Georgeon, François, « À la recherche d'une identité : le nationalisme turc ». In : *Des Ottomans aux Turcs*, *op. cit.*, pp. 1 – 22, ici p. 10.

faire appel à des experts étrangers et ils se retrouvent face à la même problématique que les unionistes, celle de s'adresser aux puissances européennes tout en évitant de leur donner une marge de manœuvre trop grande. Durant toute la période que nous prendrons en compte, les relations de la « nouvelle » Turquie avec les puissances européennes reposent sur cette méfiance initiale, sur cette « susceptibilité à fleur de peau<sup>4</sup> » des kémalistes et sur leur hantise de voir resurgir les anciens privilèges des puissances. Les dirigeants européens, pour leur part, ont souvent du mal à se départir de leurs réflexes d'avant-guerre.

Jusqu'à la fin des années 1920, les relations de la Turquie avec la Grande-Bretagne et la France sont obscurcies par les problèmes laissés en suspens par le traité de Lausanne. La province de Mossoul est revendiquée à la fois par les Turcs, qui l'avaient intégrée aux frontières définies dans le Pacte National (*Misak-i Milli*) de 1919, et par les Anglais qui, convoitant les réserves de pétrole, veulent la rattacher à l'Irak. Après l'échec des discussions bilatérales entamées aux mois de mai – juin 1924, la Grande-Bretagne décide de porter la question devant la SDN, qui met en place une commission d'enquête<sup>5</sup>. La décision, en juillet 1925, d'attribuer Mossoul à l'Irak soulève de fortes protestations de la part des Turcs. Elle est confirmée le 16 décembre, dans une atmosphère de tensions qui font craindre un temps aux Anglais l'éclatement d'un conflit militaire, d'autant qu'Ankara et Moscou ont conclu un traité. Mais les kémalistes ne sont évidemment pas prêts à reprendre les armes. Après la réouverture des négociations entre les deux pays en avril 1926, Ankara se résigne à accepter la décision de la SDN par le traité du 5 juin 1926, qui lui accorde 10% des revenus de l'exploitation du pétrole sur 25 ans<sup>6</sup>.

Le pacte national conclu par les kémalistes avait également inclus le *sancak* d'Alexandrette, dont les Français ont cependant obtenu qu'il soit attribué à la Syrie, sous mandat français. Jusqu'en 1925, le *sancak* dépend de l'État d'Alep. Devenu ensuite indépendant, il est rattaché directement à l'État de Syrie mais conserve son régime administratif particulier.

Dans le domaine économique, les négociateurs turcs avaient pour priorité la reconnaissance par les puissances signataires du Traité de l'abolition des capitulations, ce qui est réglé par l'article 28. Cependant, en échange, ils doivent accepter de laisser tels quels les droits de douane, jusqu'en 1929. Pendant cinq ans, les tarifs à l'importation en Turquie sont donc ceux du tarif spécifique ottoman mis en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1916. Il s'ensuit que, même s'il obtient certaines satisfactions du côté français, le gouvernement turc ne maîtrise pas ses importations et ne peut donc développer une politique douanière conforme aux besoins réels du

<sup>4</sup> Thobie, Jacques, « Une dynamique de transition : les relations économiques franco-turques dans les années 20 », *op. cit.*, p. 111.

<sup>5</sup> Hale, William, *Turkish Foreign Policy, 1774 – 2000*, London, Frank Cass, 2000, p. 58.

<sup>6</sup> Voir Evans, Stephen F., *The Slow Rapprochement. Britain and Turkey in the Age of Kemal Atatürk, 1919 – 1938*, Huntingdon, Eothen Press, 1982.

pays et favorable à son industrialisation. Par ailleurs, il lui faut aussi régler le problème des dettes contractées sous l'Empire ottoman, avec la France en particulier.

Confrontés aux problèmes de Mossoul et du *sancak* d'Alexandrette, les dirigeants kémalistes sont, dans les années 1920 – 1930, extrêmement méfiants vis-à-vis des institutions internationales, en premier lieu la SDN, qui leur apparaît comme étant du côté des puissances française et anglaise<sup>7</sup>. Cette méfiance est partagée par l'URSS, qui est d'ailleurs le premier pays à reconnaître Ankara comme capitale et à y installer l'ensemble de sa représentation diplomatique. Les autres pays, en particulier la France et la Grande-Bretagne, feront longtemps preuve de réticence. En 1925, Ankara et Moscou signent un traité de non-agression et de neutralité et s'engagent à régler les conflits par la voie de la négociation. Ces accords seront réaffirmés et précisés en 1929 et en 1935. Un premier traité de commerce est signé en mars 1927. Dans les années 1930, les kémalistes s'intéresseront au modèle économique soviétique.

La Turquie entretient également des relations étroites avec l'Italie, avec laquelle elle signe un traité de neutralité en 1928. Dans sa volonté d'entretenir des relations pacifiques avec ses voisins enfin, elle réussit à améliorer ses relations avec la Grèce. Les deux pays signent ainsi un traité d'amitié, de neutralité et de médiation en octobre 1930.

Au fur et à mesure que les relations s'améliorent avec les puissances occidentales, la Turquie s'intègre dans l'ordre international. Elle accepte ainsi de participer à la commission préparatoire pour la conférence sur le désarmement en 1928. Plus généralement, elle est présente à ce moment dans un certain nombre commissions réunies par la SDN, où elle entrera finalement en juillet 1932.

### *Les réformes intérieures et l'implication des puissances européennes*

Le régime kémaliste présente d'importantes continuités avec la période jeune-turque : les dirigeants sont presque tous d'anciens membres du Comité union et progrès et certains d'entre eux ont eu de hautes fonctions après 1913<sup>8</sup>. C'est d'ailleurs sur les associations unionistes que Mustafa Kemal s'est appuyé pour organiser le mouvement de résistance contre les alliés et contre le gouvernement d'Istanbul<sup>9</sup>. Les structures de l'armée et de la bureaucratie sont dans l'ensemble restées les mêmes.

Sur le plan idéologique, le mouvement national de 1918 en Anatolie s'est d'abord présenté comme un combat pour l'unité des Ottomans musulmans. À partir de 1922 cependant, le nouvel État porte ses efforts sur la turquification de

<sup>7</sup> Güçlü, Yücel, « Turkey's Entrance into the League of Nations ». In : *Middle Eastern Studies*, Vol. 39, N° 1, Janvier 2003, pp. 186 – 206.

<sup>8</sup> Zürcher, Erik Jan, « From Empire to Republic, problems of transition, continuity and change », *op. cit.*

<sup>9</sup> *Ibid.*, *The Unionist Factor*, *op. cit.*

l'Anatolie, où vivent d'importantes communautés non turques, et se lance, avec l'aide des intellectuels, dans l'élaboration d'un nationalisme d'autant plus agressif qu'il est encore à construire.

Marqués par le positivisme, les kémalistes ont pour projet commun, fondateur, de moderniser leur pays pour arriver au même niveau que les pays européens. Pour ce faire, ils introduisent une série de réformes après la fondation de la République turque dont certaines sont la poursuite de mesures prises par les unionistes avant et pendant la Première Guerre mondiale<sup>10</sup>. Cependant, ils se distinguent de leurs prédécesseurs sur de nombreux points, et notamment dans leur conception de l'Islam, qu'ils estiment certes rationnel et compatible avec l'occidentalisation, mais qu'ils ne cherchent pas à intégrer à l'idéologie républicaine. Après l'abolition du califat en 1924, ils fondent un État laïque, auquel ils donnent le contrôle des institutions religieuses. L'enseignement est unifié et les écoles religieuses supprimées. La liste des réformes introduites dans les premières années du régime de Mustafa Kemal est impressionnante : elles touchent à des domaines hautement symboliques, comme l'interdiction du port du fez et du turban en 1925, et modifient en profondeur la vie des citoyens, comme la réforme du code civil, l'introduction du calendrier européen ou celle de l'alphabet latin en 1928. Témoignant d'un ferme désir d'occidentalisation, et imposées par le haut, elles provoquent des résistances violemment réprimées. Mais les observateurs occidentaux dans leur ensemble approuvent chaudement la voie dans laquelle Mustafa Kemal entraîne la Turquie : d'une part, conscientes de servir de modèle, les nations occidentales ne peuvent qu'être flattées. Surtout, la direction choisie par le Gazi correspond bien à l'esprit du temps, qui donne au progrès une valeur absolue.

L'idée maîtresse des kémalistes est que la modernité peut être implantée dans un pays non-européen selon l'application universelle des critères occidentaux de la science et de la technique. Si, mise à part les résistances religieuses, la modernisation est un projet auquel l'élite adhère dans son ensemble, le scientisme ne tarde toutefois pas à montrer ses limites. Comment, en particulier, concilier l'occidentalisation avec la culture turque, que l'on est en train de redécouvrir, de mettre en valeur et d'imposer ? Comment, également, définir cette « occidentalisation » qui semble au premier abord si évidente ?

Le problème n'est pas que théorique. Sur le plan concret, les kémalistes ont besoin de faire appel à l'Europe. Il leur faut en effet faire venir des conseillers et des experts, il leur faut aussi envoyer des jeunes gens se former, sans pour autant répéter les erreurs du passé ottoman. Ces questions ont leur importance dans le cadre des relations entre la Turquie et l'Allemagne, dépendantes du contexte international, mais aussi de la politique intérieure des kémalistes, des choix qu'ils opèrent, voire de leur attirance pour un modèle plutôt qu'un autre.

<sup>10</sup> Pour la longue liste des réformes introduites, voir par exemple Dumont, Paul, *Mustafa Kemal*, *op. cit.*, pp. 155 – 161.

Ce choix, sans doute, obéit à des critères objectifs, parmi lesquels la politique des pays d'où viendront les experts joue un grand rôle, ainsi que le formule l'auteur d'un article sur cette question dans le journal *Vatan* : « Il serait très naïf de notre part de croire que nous serons en état de faire disparaître ou de neutraliser les intérêts naturels et les sentiments patriotiques des experts qui vont venir chez nous. En conséquence, le plus naturel est de préférer les spécialistes dont les intérêts de la patrie ne sont pas en conflit avec la Turquie<sup>11</sup> ».

À ce sujet par ailleurs, le Japon continue à constituer une référence, les kémalistes observant avec admiration la manière dont les Japonais s'approprient le savoir technique et scientifique de l'Europe. Mais choisir de s'adresser à un pays plutôt qu'à un autre relève aussi de critères individuels, de liens tissés avec le pays retenu.

C'est en prenant en compte ces paramètres politiques et culturels que nous essaierons, dans la suite de ce travail, de déterminer dans la mesure du possible dans quels domaines et pour quelles raisons la Turquie kémaliste choisit de s'adresser à l'Allemagne de Weimar.

## 2. *L'Allemagne de Weimar*

### *La situation de l'Allemagne après 1924*

Au moment de la signature du traité d'amitié avec la Turquie, l'Allemagne sort de cinq ans de troubles intérieurs et de tensions avec les Alliés, en particulier avec la France. Comme nous l'avons vu, après l'échec de la résistance passive à l'occupation de la Ruhr, les dirigeants allemands ont accepté le plan Dawes en avril 1924, qui constitue une première étape au règlement du paiement des réparations et qui accorde un prêt au Reich. Un an et demi plus tard, à la mi-octobre 1925, une conférence internationale réunit la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Angleterre, la Pologne et la Tchécoslovaquie en Suisse, à Locarno. Le Pacte conclu établit le maintien du statu quo en ce qui concerne les frontières franco-allemande et belgo-allemande, sous la garantie de l'Angleterre et de l'Italie. L'article 2 prévoit que si l'armée allemande réoccupe la zone démilitarisée, les signataires pourront avoir recours aux armes contre elle. Mais surtout, l'évacuation de Cologne et l'entrée de l'Allemagne à la SDN sont évoquées. Locarno symbolise ainsi le retour de l'Allemagne dans le concert des nations ainsi que la croyance en l'avenir de la paix par la sécurité collective. L'entrée dans la SDN en septembre 1926 constitue un pas de plus vers la stabilisation de la situation intérieure et extérieure d'un pays somme toute encore très puissant, qui compte plus de 60 millions d'habitants. Après les années de crise de l'immédiat après-guerre et l'inflation galopante, l'économie allemande finit par se redresser de manière spec-

<sup>11</sup> AA, Militärangelegenheiten, 1922 – 1929, R 78561, 08.07.1924.

taculaire, et bien plus rapidement que l'on ne l'aurait cru en 1923. Toutefois, l'expansion est surtout liée à l'apport de capitaux étrangers, en priorité américains.

Si les années 1924 – 1929 témoignent d'une réelle amélioration de la situation intérieure et extérieure de l'Allemagne, d'importants problèmes subsistent : pour faire accepter le plan Dawes, le ministre des Affaires étrangères Stresemann a dû promettre aux nationalistes que le Reich rejeterait officiellement la question de la reconnaissance de la responsabilité allemande dans le déclenchement de la guerre formulée dans le traité de Versailles. Ce faisant, il inaugure ce qui sera sa politique dans les années suivantes : contrebalancer la politique d'entente internationale par un discours nationaliste, sincère ou stratégique, sur le plan intérieur<sup>12</sup>. Par ailleurs, le Pacte de Locarno, sans conteste innovateur, a une nouvelle fois laissé en suspend le problème des frontières orientales de l'Allemagne, qui a certes conclu des conventions d'arbitrage avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, sans toutefois que les frontières soient reconnues par un traité de sécurité multilatéral comme à l'ouest<sup>13</sup>. À ce titre, ces pays se sentent lésés<sup>14</sup>. Enfin, l'évacuation de la Rhénanie, fortement souhaitée par l'ensemble des Allemands, ne sera à l'ordre du jour qu'en 1930, au moment où la crise économique mondiale et la mort de Stresemann mettront fin à la politique d'entente.

Sur le plan de la politique intérieure, la République de Weimar, qui s'est dotée d'une constitution pendant la Conférence de Versailles, ne sera jamais un régime aimé de ses citoyens<sup>15</sup>, et ses dirigeants s'avèreront incapables de gagner la confiance de la population sur le plan économique. Ainsi que le formule justement Peukert, dans les faits « les compromis permettent de s'adapter mais il est difficile de s'identifier à eux<sup>16</sup> ». Par ailleurs, la jeune République souffre d'une instabilité gouvernementale chronique. Dès la fin des années 1920, l'extrême droite devient une force significative<sup>17</sup>.

Dans ce contexte difficile, il faut noter que l'Allemagne exerce une fascination sur les autres pays : un certain nombre d'intellectuels et de reporters s'intéressent à elle, notant qu'elle a beaucoup changé<sup>18</sup>. Berlin, capitale européenne du divertissement et du plaisir, devient aussi le lieu d'une production artistique exceptionnelle. Toutes les grandes villes d'Allemagne ont leurs centres culturels, les universités de Francfort ou de Hambourg, mais aussi de Marburg, Fribourg ou Göt-

<sup>12</sup> Peukert, Detlev J.K., *La république de Weimar*, op. cit., p. 200.

<sup>13</sup> *Ibid.*, pp. 203 – 204.

<sup>14</sup> Girault, René ; Frank, Robert, *Turbulente Europe*, op. cit., p. 147.

<sup>15</sup> Voir Peukert, Detlev J. K., *La république de Weimar*, op. cit., p. 49.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>17</sup> Voir entre autres Wahl, Alfred, *L'Allemagne de 1918 à 1945*, Paris, Armand Colin, pp. 60 – 67.

<sup>18</sup> Laqueur, Walter, *Weimar. Une histoire culturelle des années 20*, Paris, Ed. Robert Laffont, 1978 pour la traduction française, p. 40.

tingen accueillent des sociologues, des philosophes, des mathématiciens de renommée mondiale<sup>19</sup>.

Parallèlement se développe une culture de masse, dans la littérature comme au théâtre, et surtout à la radio et au cinéma<sup>20</sup>. L'américanisme, associé à la modernité, fascine et attire une Allemagne devenue depuis 1924 un « partenaire junior » des États-Unis. On se passionne pour les progrès réalisés dans l'aviation et l'automobile, on écoute du jazz. Après les années terribles de la guerre, on veut croire en la rationalité d'un nouveau monde moderne. Mais la modernisation apportée par la société industrielle crée aussi un certain malaise, chez des intellectuels avant-gardistes tels que Bertold Brecht, comme chez des intellectuels bourgeois, ainsi de Thomas Mann. Par ailleurs, la République de Weimar, mal aimée dans l'ensemble, est rapidement détestée d'une grande partie des intellectuels de droite, qui rejettent le matérialisme, le progrès sauvage de la culture capitaliste.

### *L'Allemagne et le Proche Orient : Entre promesses économiques et aura politique*

Retrouver une influence en Orient fait partie des buts de la *Wilhelmstrasse*, non seulement pour s'assurer de nouveaux marchés mais aussi pour affirmer la présence de l'Allemagne dans cette région du monde. Évidemment, cela doit se faire sans entrer en conflit avec les autres puissances, en particulier avec la Grande-Bretagne. À ce titre, le Reich, prudent, ne reprend de relations officielles avec la Perse et avec l'Afghanistan qu'en 1922.

Pourtant, dès le printemps 1920, l'émir afghan Amanullah Khan a demandé à l'Allemagne d'envoyer des techniciens allemands, notamment des ingénieurs des mines. Mais la *Wilhelmstrasse* a préféré faire appel à des entreprises privées et à des personnalités connaissant le pays<sup>21</sup>. Après la reprise des relations officielles, l'influence allemande va d'abord croissante, d'autant que la Grande-Bretagne a cessé de se montrer méfiante vis-à-vis des intentions du Reich : en 1925, 70 experts allemands se trouvent en Afghanistan, presque autant que d'experts russes. Un an plus tard, les deux pays signent un traité d'amitié, puis en 1928, Amanullah se rend en Allemagne, où il visite les principaux sites industriels à Hambourg, Dassel, Dresde ou encore Munich. Il s'intéresse particulièrement aux avions fabriqués par l'entreprise Junkers, avec laquelle est signé un traité pour instaurer des lignes aériennes en Afghanistan.

Mais sur place, la situation intérieure est tendue : l'émir rencontre une forte opposition à sa politique de modernisation, qui se transforme en guerre civile à la fin de l'année 1928 et qui entraîne sa démission. À l'été 1929, l'Allemagne ferme

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>20</sup> Peukert, Detlev J. K., *La république de Weimar, op. cit.*, pp. 176 – 177.

<sup>21</sup> Voir Nicosia, Francis R., « 'Drang nach Osten' Continued? Germany and Afghanistan during the Weimarer Republic ». In : *Journal of Contemporary History*, Vol. 32 (2), 1997, pp. 235 – 257.

son ambassade à Kaboul. Si elle reconnaît le nouveau gouvernement en octobre de la même année, elle ne dépêche pourtant un nouvel envoyé qu'en 1931. Un an plus tard, elle est à nouveau sollicitée pour participer à la modernisation du pays, d'autant que les dirigeants afghans sont soucieux de contrebalancer l'influence anglo-russe dans leur pays.

Avec la Perse, les relations reprennent également à partir de 1922. Là aussi, l'Allemagne est sollicitée par Réza Khan, qui mène une politique de modernisation comparable à celle de Mustafa Kemal<sup>22</sup>. En 1930 – 1931, sa part dans le commerce extérieur de la Perse est de 6% et elle exerce une certaine influence en envoyant des experts financiers, des ingénieurs, des techniciens. Comme en Turquie, la société Junkers est chargée à partir de 1927 d'organiser un service de transport aérien. La Perse envoie également des étudiants se former en Allemagne, même si la France en accueille plus. Enfin, l'Allemagne est particulièrement concurrentielle dans le domaine des importations de machines et d'outils.

Dans les faits cependant, les relations commerciales souffriront de la difficulté d'accéder à la Perse à une époque où les Soviétiques contrôlent la voie terrestre tandis que les Britanniques dominent la voie maritime. Par ailleurs, les relations politiques connaîtront de fortes tensions liées à l'activité d'opposants au chah en Allemagne, mais aussi à un scandale financier provoqué par le directeur allemand de la Banque nationale de Perse<sup>23</sup>.

### *La place particulière de la Turquie dans la politique extérieure allemande*

« Denn Einfluss in Angora bedeutet Achtung und Ansehen im gesamten Vorderen Orient<sup>24</sup>. »

« Die Zeitgeschichte ist reich an bedeutenden Männern. Neben Lenin, dem grossen Revolutionär, Mussolini, dem Verwirklicher einer neuen Staatsidee, steht Mustafa Kemal, der Schöpfer der neuen Türkei<sup>25</sup>. »

Les relations du Reich avec l'Iran et l'Afghanistan, si elles présentent des similarités avec celle de la Turquie, n'en ont toutefois jamais eu l'ampleur. L'Allemagne et la Turquie ont pour passé commun l'alliance pendant la Première Guerre mondiale qui, si elle constitue parfois une source de frictions diplomatiques, continue

<sup>22</sup> Atabaki, Touraj ; Zürcher, Erik J., *Men of Order. Authoritarian Modernization under Atatürk and Reza Shah*, London, IB Tauris, 2004.

<sup>23</sup> Fleury, Antoine, *La pénétration allemande au Moyen-Orient*, op. cit., p. 223.

<sup>24</sup> AA, Botschaft Ankara, Pol. 2a, die deutsch-türkischen Beziehungen, Ankara 441, 1924 – 1939, « Was will Deutschland in der Türkei », rapport non signé, 1930 (« Car avoir de l'influence à Angora signifie acquérir le respect et la reconnaissance de tout le Proche-Orient »).

<sup>25</sup> Mikusch, Dagobert von, *Gasi Mustafa Kemal zwischen Europa und Asien. Eine Lebensgeschichte*, Leipzig, 1929, p. V. (« L'histoire contemporaine est riche de grands hommes. À côté de Léonine, le grand révolutionnaire, et de Mussolini, l'inventeur d'une nouvelle idée de l'État, se trouve Mustafa Kemal, le créateur de la nouvelle Turquie »).

aussi à être évoquée par les hommes d'État, les journalistes et les publicistes allemands comme l'un des fondements essentiels des relations.

Par ailleurs, la stabilité dont fait preuve le régime kémaliste facilite le bon déroulement des relations entre les deux pays. Dans cette perspective, la Turquie, plus que tout autre pays, constitue pour l'Allemagne l'occasion d'affirmer sa présence sur la scène internationale, en misant sur le développement des relations économiques et sur l'exportation de son savoir scientifique et technologique.

En outre, la Turquie n'est pas seulement considérée comme offrant de nouveaux marchés : elle est également perçue comme étant une « tête de pont » vers l'Orient et l'Asie centrale. C'est la thèse que défend notamment le publiciste allemand Karl Klinghardt, qui a servi dans l'armée ottomane pendant la guerre, et qui est l'auteur de plusieurs ouvrages encensant la Turquie kémaliste. Son livre *Angora – Konstantinopel, ringende Gewalten*, paru à Francfort en 1924, lui vaut d'ailleurs les remerciements de Mustafa Kemal, transmis par l'ambassadeur Kemaleddin pacha<sup>26</sup>. Dans ses ouvrages et ses articles, Klinghardt estime que la Turquie va se développer vers l'Asie centrale et souligne à ce titre l'importance pour l'Allemagne de s'assurer une influence qui dépassera dans le temps la seule Turquie.

Au-delà enfin de ces réflexions stratégiques, les transformations qui ont lieu en Turquie forcent l'admiration de l'Allemagne, à un moment où celle-ci, nous l'avons dit, est en proie à de sérieux doutes. À ce sujet, certains observateurs allemands, proches du courant anti-démocratique et anti-libéral de la nouvelle droite, ne louent pas seulement l'occidentalisation entreprise par les kémalistes, comme en France ou ailleurs, mais aussi le régime de Mustafa Kemal, celui d'un homme qui assume le destin de son peuple, dont ils font un modèle d'*Obrigkeit*. Dans cette perspective, la Turquie apparaît à certains auteurs allemands comme un espoir de renouveau, seule capable de résoudre le conflit entre la culture et la civilisation, c'est-à-dire la technique<sup>27</sup>.

### 3. *Les ambiguïtés face à l'alliance*

Après la défaite de l'Empire ottoman, les dirigeants d'Istanbul avaient organisé une série de procès dirigés contre les anciens unionistes, qu'ils accusaient notamment accusés d'avoir entraîné l'Empire dans la guerre alors que celui-ci aurait pu rester neutre. Les kémalistes, pour leur part, s'étaient opposés à cette thèse, qui au-

<sup>26</sup> AA, Akten betreffend politische und kulturelle Propaganda, février 1924 – novembre 1935, R 78578. Sur Klinghardt, voir l'annexe biographique.

<sup>27</sup> Voir par exemple Klinghardt, Karl, *Angora – Konstantinopel, ringende Gewalten*, Francfort, 1924 et Bischoff, Norbert, *Eine Deutung des Neuen Werdens in der Türkei*, Munich, 1935. Pour une analyse des écrits de cette époque, voir Guillemarre, Dorothée, « Les représentations de la Turquie dans la presse allemande et chez les orientalistes allemands de la République de Weimar (1919 – 1933) ». In : *Etudes turques et ottomanes, Documents de travail*, n° 9 – 10, juin 2001.

rait donné raison aux alliés. Lors de l'ouverture de la Grande Assemblée Nationale, le 23 avril 1920, Mustafa Kemal n'avait pas critiqué l'entrée en guerre mais le moment de la prise de décision. Soucieux de préserver les anciens unionistes ou partisans du CUP qui le soutiennent, il avait mis en valeur qu'il n'aurait pas été possible pour l'Empire ottoman de rester neutre, à cause de la menace russe sur les Détroits et sur Istanbul, et parce que l'Empire ne possédait pas les moyens nécessaires pour s'assurer une position neutre en toute sécurité<sup>28</sup>. D'après le journaliste Yunus Nadi, Mustafa Kemal s'était ainsi opposé en 1921 à la publication d'une série d'articles du journaliste Ahmed Rauf bey dans le *Hakimiyet-i Milliye* qualifiant l'entrée de l'Empire dans la guerre de crime<sup>29</sup>.

Après la fondation de la République turque, la question de l'alliance avec l'Allemagne est à nouveau à l'ordre du jour : en mars 1926, Mustafa Kemal fait ainsi paraître ses souvenirs dans le journal *Milliyet*, recueillis par le journaliste Falih Rifki [Atay], dans lesquels il revient sur son opposition à l'entrée en guerre de l'Empire aux côtés des puissances centrales et sur ses critiques répétées à l'encontre des dirigeants unionistes et des officiers allemands<sup>30</sup>. Après avoir connu sa première heure de gloire sur le front des Dardanelles entre avril et août 1915, nommé pacha et général de brigade, il avait alors plusieurs fois marqué publiquement son désaccord avec la politique unioniste et allemande. Envoyé en Palestine pour y diriger une des armées du groupe *Yıldırım*, il était entré en conflit avec Falkenhayn et avait démissionné du commandement qui lui avait été confié<sup>31</sup>. À la mi-décembre 1917, Kemal avait par ailleurs accompagné le prince héritier en Allemagne. Durant cette visite, il avait critiqué les affirmations des généraux de l'armée allemande qui cherchaient à convaincre Vahideddin de la bonne situation des opérations militaires, et avait posé à Ludendorff et à d'autres personnalités des questions mettant indirectement en doute l'optimisme officiel.

Comme l'on peut aisément le comprendre, la publication des souvenirs de Mustafa Kemal gêne les autorités allemandes de Weimar : d'une part, ces souvenirs critiquent clairement la manière dont l'Allemagne a mené la guerre à un moment où celle-ci refuse d'endosser la responsabilité du déclenchement du conflit mondial. D'autre part, ils lui font mauvaise presse alors que l'Allemagne cherche à renforcer sa position en Turquie. Pour autant, Mustafa Kemal est-il anti-allemand, comme le laisse supposer une partie de la presse allemande ? Au fond, la *Wilhelmstrasse* n'est pas si inquiète qu'elle a pu le paraître, comme le note un diplomate en mars 1926 :

<sup>28</sup> Tunaya, Tarık Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler*, vol. 3, *İttihat ve Terakki*, op. cit., p. 635.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 633.

<sup>30</sup> Ces souvenirs ont été présentés et résumés par Jean Dénay, « Les souvenirs du Gâzi Moustapha Kemal Pacha ». In : *Revue des études islamiques*, 1927, tome 1, p. 117 et suivantes.

<sup>31</sup> Voir entre autres Jevakhoff, Alexandre, *Kemal Atatürk. Les chemins de l'Occident*, Paris, Talandier, 1989.

« Nous avons l'intention de publier une petite note dans le *Deutsche Allgemeine Zeitung*, car il ne semble pas que Mustafa Kemal ait été intentionnellement inamical. Il veut apparemment montrer à son peuple qu'il est une personnalité hors du commun et que si on l'avait écouté, beaucoup de malheurs auraient pu être évités. Par ailleurs, il veut certainement amadouer Paris dans le contexte des négociations turco-syriennes<sup>32</sup>. »

La motivation de Mustafa Kemal dans la publication de ses souvenirs relève effectivement surtout d'une stratégie intérieure : quelques semaines plus tard, le Gazi, qui veut étouffer une fois pour toute l'opposition, saisit l'occasion de la découverte d'un complot organisé contre lui pour procéder à de véritables purges politiques<sup>33</sup>. Presque tous les anciens unionistes connus ainsi que les premiers membres du Parti républicain du peuple (CHP) sont arrêtés et accusés d'avoir projeté un coup d'État. Lors des premiers procès à Izmir, en juin – juillet 1926, seize personnes sont condamnées à mort, dont Ahmed Şükrü, l'ancien ministre de l'Éducation pendant la guerre<sup>34</sup>. En août, un second procès a lieu à Ankara contre 50 unionistes. Plus encore qu'à Izmir, celui-ci est clairement politique, le procureur ne se donnant même pas la peine d'établir un lien entre les accusés et la conspiration. En fait, l'accusation se concentre sur la politique du Comité union et progrès pendant la Guerre, la tentative des unionistes de remplacer Kemal en 1921 et le congrès qu'ils ont tenu en 1923. Quatre des accusés sont finalement pendus, dont l'ancien ministre Cavid bey, pourtant connu pour s'être opposé fermement à l'alliance avec l'Allemagne.

Au moment où Nadolny apprend que l'alliance de l'Empire ottoman avec l'Allemagne va être évoquée dans les procès, il demande au ministère des Affaires étrangères à Berlin de lui donner des instructions. Schubert lui répond le 25 juillet 1926 :

« S'il est reproché aux unionistes, comme Mustafa Kemal l'a fait concernant l'armée, d'avoir donné trop de marge de manœuvre à l'influence allemande dans les domaines de l'administration et de la politique étrangère, il appartient de souligner que l'unité de toutes les forces militaires et civiles était la condition de réussite du combat vital que nous menions [*um den Existenzkampf zu bestehen*]. Le fait que la Turquie ne pouvait préserver son indépendance nationale qu'en entrant dans la guerre à nos côtés devrait aussi avoir été suffisamment prouvé par les publications des archives russes de ces dernières années. En outre, nous n'avons besoin de craindre aucune publication qui concernerait l'origine de l'alliance ou le travail mené en commun. Dans le détail, nous devons éviter toute prise de position<sup>35</sup>. »

Nadolny, muni de ces instructions venant de Berlin, se rend à Ankara et assiste aux procès. Le 9 août 1926, il note dans un rapport que sa présence a certaine-

<sup>32</sup> AA, Akten betreffend die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei, von März 1926 bis Juni 1928, R 78486, 27.03.1926.

<sup>33</sup> Sur les buts de Kemal ainsi que le lien entre la publication de ses souvenirs et les procès de juin – juillet 1926, voir Zürcher, Erik Jan, *The Unionist Factor*, op. cit., pp. 142 et suivantes.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 154.

<sup>35</sup> AA, Akten betreffend die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei, von März 1926 bis Juni 1928, R 78486.

ment eu une influence sur le fait que la politique pendant la guerre ait été peu évoquée malgré ce qui avait été annoncé au début, et ajoute qu'ayant abordé ce sujet avec le ministre des Affaires étrangères, celui-ci a souligné qu'il s'agissait d'un procès de politique intérieure et non de politique extérieure<sup>36</sup>.

Deux semaines plus tard cependant, l'ambassade télégraphie le discours de l'avocat général, dans lequel celui-ci a déclaré que l'alliance avec l'Allemagne, conclue de manière légère, ainsi que l'influence dominante donnée à la mission militaire étaient incompatibles avec la souveraineté et le bien de l'État. L'avocat a également parlé de coup d'État opéré par l'amiral Souchon, que le gouvernement unioniste a accepté au lieu de placer cet amiral devant les tribunaux militaires. Le gouvernement est accusé d'avoir obéi aux ordres du Kaiser et d'avoir trahi la confiance du peuple<sup>37</sup>.

C'est donc à cette époque qu'est formulée la version kémaliste de la problématique de l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des puissances centrales : les dirigeants unionistes ont agi contre l'intérêt de l'État en concluant de manière irréfléchie un traité d'alliance avec l'Allemagne. Ils ont laissé un amiral allemand, Souchon, décider du sort de l'Empire. Ils ont, enfin, accordé une bien trop grande marge de manœuvre aux officiers allemands présents sur place. En d'autres termes, ils ont vendu l'Empire au Kaiser. Cette version permet de destituer une fois pour toutes les anciens dirigeants, tout en attribuant la responsabilité définitive de la guerre à Souchon, et donc à l'Allemagne. Les anciens unionistes sont ainsi jugés pour avoir trahi l'Empire. Pour autant, Mustafa Kemal refuse toute accusation concernant les massacres perpétrés à l'encontre des Arméniens, qui impliquerait trop de personnalités qui l'entourent.

Dans ce contexte, les différentes publications d'officiers ou d'observateurs allemands sur le déroulement de la guerre posent de nombreux problèmes dans les relations politiques entre les deux pays. En 1924, le projet d'un officier d'origine vénézuélienne au service des puissances centrales, Rafael de Nogales, de publier ses souvenirs en revenant sur les massacres perpétrés contre les Arméniens, inquiète fortement les diplomates de la *Wilhelmstrasse*<sup>38</sup>. Un rapport envoyé par le consul d'Izmir Padel note ainsi : « Comme des personnalités me l'indiquent, le président de la République Mustafa Kemal n'a toujours pas oublié le livre de Liman von Sanders. La publication en Allemagne d'un ouvrage anti-turc ne ferait que renforcer sa méfiance à notre égard<sup>39</sup>. » En fait, les mémoires de Liman von Sanders ne dénoncent pas directement les déportations dont ont été victimes les

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> *Ibid.*, Télégramme de Moltke, 24.08.1926.

<sup>38</sup> Malgré de nombreuses protestations de la part de la « section Turquie » du ministère des Affaires étrangères, le livre de Nogales paraîtra à Berlin en 1925 sous le titre : *Vier Jahre unter dem Halbmond. Erinnerungen aus dem Weltkrieg.*

<sup>39</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Januar 1924 bis Februar 1926, R 78485, rapport du 16.02.1924.

Arméniens. Ce que, certainement, Mustafa Kemal n'accepte pas, concerne le récit des différentes batailles, en particulier celle des Dardanelles, dans lesquelles Sanders souligne le rôle déterminant des militaires allemands.

Sur ce point, en 1928 encore, Nadolny envoie un rapport à la *Wilhelmstrasse* concernant la traduction et le commentaire d'un extrait de l'ouvrage de l'amiral Hermann Lorey, intitulé *Der Krieg zur See 1914-1918, der Krieg in den türkischen Gewässern*, par Abidin Daver<sup>40</sup> dans le *Cumhuriyet*. Insistant sur les remarques déplaisantes de l'amiral allemand à propos des Turcs, Abidin Daver revient également sur l'attitude de Souchon, l'accusant d'avoir sans arrêt critiqué la compétence des officiers de marine turcs « pour attirer la Turquie dans la guerre contre sa volonté et au profit de l'Allemagne et pour dominer complètement la marine et la flotte turques ». Nadolny, qui note que cet article peut nuire aux relations turco-allemandes actuelles à un moment où la marine turque cherche à se reconstruire, précise qu'il a eu une entrevue avec Abidin Daver, et que celui-ci « qui n'a sinon, écrit-il, aucun préjugé contre nous », a accepté de revoir la traduction de l'ouvrage en question, d'en supprimer ou d'en adoucir les passages susceptibles de blesser les Turcs et de donner à ses commentaires futurs un ton plus favorable à l'Allemagne<sup>41</sup>.

Face à ces publications « négatives », le projet de traduction des mémoires d'İzzet pacha est bienvenu pour les autorités allemandes, qui acceptent d'en financer la publication, ainsi que le recommande fortement Nadolny :

« Tandis que le premier volume est surtout intéressant à cause de la question de la responsabilité de la guerre, le deuxième volume me semble avoir une signification encore plus importante en ce qu'il y met en valeur les actes allemands en Turquie. Étant donné que la participation de l'armée allemande à la guerre en Turquie a été une nouvelle fois discréditée du côté turc, et que les militaires allemands s'opposent vivement à cela, à cause en particulier de la défense de Gallipoli, une estimation objective venant d'un point de vue aussi important que celui du maréchal turc ne peut qu'être encouragée. Elle aurait sans aucun doute aussi une influence en Turquie. İzzet pacha, à qui nous devons beaucoup du fait de sa prise de position par rapport aux troupes allemandes quand il était grand vizir, a toujours des difficultés financières à la suite de la saisie de son domaine en Grèce. Il ne peut pas financer la parution de ses souvenirs, et plus encore, en attend un petit revenu. Il m'a secrètement demandé si le ministère des Affaires étrangères pouvait financer le volume (...), ce que je recommande chaudement. Je suis d'avis que nous sommes redevables de cette publication aux militaires [allemands ayant servi] en Turquie (...)»<sup>42</sup>.

Ces mémoires, traduites par Karl Klinghardt, paraissent effectivement en 1927, sous le titre *Denkwürdigkeiten des Marschalls İzzet Pascha : ein kritischer Beitrag zur Kriegsschuld*. En 1930, Nadolny se réjouit également de la parution de l'ouvrage de

<sup>40</sup> Abidin Daver est l'un des journalistes kémalistes les plus célèbres, connu surtout pour ses articles sportifs.

<sup>41</sup> AA, Pressewesen (Türkei), Janvier 1926 – 9.03.1936, R 78558, Rapport de Nadolny, 10.08.1928.

<sup>42</sup> AA, Akten betreffend die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei, von März 1926 bis Juni 1928, R 78486, rapport de Nadolny du 21.01.1927.

Dagobert von Mikusch intitulé *Gasi Mustafa Kemal. Zwischen Europa und Asien. Eine Lebensgeschichte*, qui, note t-il, « fait l'objet d'un vif intérêt dans les milieux turcs d'ici », recommandant ainsi « l'envoi de cinq à dix exemplaires pour en faire cadeau aux fonctionnaires et aux députés turcs », et précisant que si l'ouvrage était bientôt traduit, il serait bon d'en envoyer la moitié en français<sup>43</sup>.

Dans les faits, après la phase critique de 1926, la *Waffenbruderschaft* restera un mythe que les discours officiels n'hésiteront pas à rappeler : en octobre 1928 par exemple, le ministre des Affaires étrangères Tevfik Rüştü soulignera auprès d'un représentant de l'ambassadeur allemand la nécessité de renforcer les liens entre les deux pays ce qui, ajoutera t-il, « peut être facilité tant que la génération qui a connu des souvenirs de guerre communs est au pouvoir<sup>44</sup>. »

Cela étant, il apparaît nécessaire de s'interroger sur les rapports de Mustafa Kemal avec l'Allemagne. Celui-ci, comme on le sait, est surtout connaisseur de la culture française<sup>45</sup>. Mais comme les autres officiers de sa génération, il est également admirateur de la force militaire allemande et a lu les ouvrages de science militaire. *La Nation en armes*, de von der Goltz, continue à être une référence majeure pendant la République et est citée dans les manuels d'instruction civique, dont Mustafa Kemal lui-même supervise la rédaction<sup>46</sup>. En 1909, Mustafa Kemal avait cependant fait partie de ceux qui, tout en accordant de l'importance à l'action de von der Goltz, estimait plus nécessaire que l'état-major et les commandants turcs soient capables de montrer comment leur pays devait être défendu<sup>47</sup>. Pendant la guerre, nous l'avons dit, il s'est fortement méfié des intentions allemandes, souffrant que des postes de commandement soient confiés à des officiers allemands. Dans les années 1930, il se méfia de Hitler. Mais on ne sait rien de sa perception de l'Allemagne de Weimar. Pour autant, l'appel à des experts allemands dans des domaines aussi symboliques que l'architecture, ou encore l'envoi d'étudiants en Allemagne – sujets que nous allons aborder dans la suite de ce travail – laissent supposer que le Gazi était fortement intéressé par ce pays.

L'alliance est l'objet après la guerre de fortes critiques de part et d'autres, qui auraient pu mener à un refroidissement dans les relations. Mais elle est aussi appréhendée comme le socle d'un destin commun, sur lequel il est possible de s'appuyer pour justifier les relations.

<sup>43</sup> AA, Staatsoberhäupter und deren Familie, R 78549, Nadolny au ministère des Affaires étrangères, 23.01.1930.

<sup>44</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Juli 1928 – Juni 1933, Bd 4, R 78487.

<sup>45</sup> Voir Dumont, Paul ; Bacqué-Grammont, Jean-Louis (éd.), *La Turquie et la France à l'époque d'Atatürk*, op. cit.

<sup>46</sup> Ünder, Hasan, « 30'ların Ders Kitaplarından ve Kemalizm'in Kaynaklarından Biri. Milleti Müsellaha ve Medeni Bilgiler » [Un manuel des années 30 et une source du kémalisme : la Nation en armes et les Medeni Bilgiler]. In : *Tarih ve Toplum*, vol. 32, n° 192, 1999, pp. 48 – 56.

<sup>47</sup> Mango, Andrew, *Atatürk*, London, John Murray, p. 91.

#### 4. La presse turque sur la position de l'Allemagne en Europe de 1924 à 1929

En mars 1923, le journaliste Falih Rıfki fait paraître dans le *Yeni Mecmua* un article intitulé « l'humour des nations humiliées », dans lequel il déplore le fait que ni la littérature turque, ni les revues humoristiques n'ont su dépeindre l'humiliation que les Turcs ont subie par rapport à la France, l'Angleterre ou la Grèce, alors que l'Allemagne, qui subit celle du traité de Versailles et de l'occupation de la Ruhr, parvient à exprimer ce sentiment à travers des caricatures, comme le montre une reproduction d'une caricature du célèbre journal humoristique *Simplicissimus* sur le traité de Versailles représentant la justice s'effondrant<sup>48</sup>.

Malgré les critiques dont l'Allemagne fait l'objet, la Turquie se perçoit en réalité comme proche de sa position dans l'ordre international de l'après-guerre : comme le reflète la presse, les kémalistes jugent le traité de Versailles injuste, et se montrent extrêmement méfiants vis-à-vis des conférences et des traités internationaux. Avant d'observer de plus près ce que les journaux rapportent à cette époque de l'Allemagne, il faut préciser que la presse, depuis 1925, est soumise à un contrôle étroit<sup>49</sup>. En ce sens, les grands quotidiens, dirigés le plus souvent par des députés, sont du côté du pouvoir. Le *Cumhuriyet*, qui a son édition française *La République*, est dirigé par Yunus Nadi [Abalıoğlu], un ancien unioniste de la génération d'Enver et de Mustafa Kemal qui a rejoint le mouvement de résistance en 1920 et qui est député de Muğla. Ce journal, qui paraît à partir de mai 1924, constitue un reflet fidèle de l'engagement de l'élite turque pour le kémalisme. Les deux autres grands quotidiens de l'époque, le *Hakimiyet-i Milliye*, créé en 1920 sur l'impulsion de Mustafa Kemal, et le *Milliyet*, fondé en 1926 et formant le pendant, pour Istanbul, du *Hakimiyet-i Milliye* d'Ankara, sont dirigés par le député de Siirt Mahmud [Soydan]<sup>50</sup>. En complément, nous avons consulté, selon les références que nous avons trouvées dans les archives ou selon des événements précis, l'*Akşam*, dirigé par Falih Rıfki [Atay] puis par Necmeddin Sadık, l'*İkdam*, dirigé par Ahmed Cevdet et le *Vakit*, publié par Mehmed Asım Us.

<sup>48</sup> *Yeni Mecmua*, 15.03.1923.

<sup>49</sup> Voir Tunçay, Mete, *Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek-Parti Yönetimi'nin Kurulması (1923 - 1931)* [La fondation du parti unique dans la République turque (1923 - 1931)], Ankara, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1999 (1<sup>ère</sup> éd. 1981), p. 149 et Deny, Jean, « Après cent ans d'existence : la presse de Turquie en juillet 1925 ». In : *Revue du monde musulman*, 1925, 3<sup>ème</sup> trimestre, volume LXI, pp. 43 et suivantes.

<sup>50</sup> Deny, Jean, « Les souvenirs du Gâzi Moustapha Kemal Pacha », *op. cit.*

*Le traité de Locarno : une ligue contre l'Orient ?*

« On voit que l'Allemagne a fait fausse route en se liant plus qu'il ne fallait à la politique de Locarno<sup>51</sup>. »

La presse kémaliste, dans le conflit franco-allemand, prend dans l'ensemble fait et cause pour l'Allemagne : en août 1925, Nadolny souligne dans un rapport que la presse, à part le *Stamboul* et le *Journal d'Orient*<sup>52</sup>, critique régulièrement l'attitude de la France : l'*Akşam* par exemple, dénonce la peur de la France vis-à-vis de l'Allemagne qui expliquerait sa position intransigeante dans la question du désarmement. Le *Hakimiyet-i Milliye*, pour sa part, estime que les mesures contraignantes que la France a prises depuis la guerre n'ont eu que des effets négatifs<sup>53</sup>. Dans les conversations qu'il a avec le ministre des Affaires étrangères Stresemann ou avec des diplomates, l'ambassadeur Kemaleddin Sami pacha compare plusieurs fois les relations de la Turquie avec l'Angleterre à celles de l'Allemagne avec la France<sup>54</sup>.

À propos du pacte de Locarno plus précisément, si le rapprochement franco-allemand est salué par quelques journaux<sup>55</sup> et si certains y voient un front contre l'Angleterre, une grande partie de la presse turque accueille la nouvelle de cette conférence internationale et du traité qui s'ensuit de manière sceptique, et même négative. L'ambassadeur Nadolny se voit ainsi obligé de déclarer au journal *Stamboul* que Locarno n'est pas « une ligue contre l'Orient et que c'est une erreur de la considérer comme l'instrument de constitution d'un bloc de l'Occident contre l'Orient, c'est-à-dire d'y attribuer des dessous politiques visant les gouvernements qui n'en font pas partie<sup>56</sup> ». L'idée d'une ligue contre l'Orient est récurrente dans la presse, ainsi que le rapporte Nadolny à son ministère :

« Les nouvelles provenant des capitales européennes à propos des conflits autour de l'entrée de l'Allemagne à la SDN sont transmises et commentées de manière vivace par la presse. Le journal *Hakimiyet-i Milliye* qualifie le 8 mars comme étant 'la pierre de touche de la bonne foi des signataires de Locarno'. Elle part du postulat, évoqué ici depuis des semaines, selon lequel Locarno constituerait une alliance contre l'Est, à laquelle l'Allemagne et la France auraient participé dans l'intention de surmonter les difficultés de la situation économique provoquées par la Guerre mondiale. Mais comme la France essaierait de se rapprocher ces derniers temps de la Russie et qu'aussi les questions orien-

<sup>51</sup> Mahmud [Soydan], « Almanya'da Vaziyet » [La situation en Allemagne]. In : *Milliyet*, 11.08.1927.

<sup>52</sup> Sur ce point, voir Georgeon, François, « Aperçu sur la presse de langue française en Turquie pendant la période kémaliste ». In : *ibid.*, *Des Ottomans aux Turcs, op. cit.*, pp. 185 – 197.

<sup>53</sup> AA, Periodische Presseberichte, août 1925 – mars 1927, R 78560, rapport de la semaine du 2 au 9.08.1925.

<sup>54</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Januar 1924 bis Februar 1926, R 78485.

<sup>55</sup> Voir par exemple *Servet-i Fünun*, 22.10.1925.

<sup>56</sup> AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Januar 1924 bis Februar 1926, R 78485.

tales, dont le traité turco-syrien, devraient être valables une fois pour toutes, le sens premier de Locarno serait déjà caduc. En ce qui concerne le conflit autour de la question de la participation à la SDN, il s'agirait d'une question qui serait latente depuis des années, et qui devrait être discutée de manière sérieuse ce 8 mars<sup>57</sup>. »

*La question de l'entrée de l'Allemagne dans la SDN : entre méfiance et espoir*

Cet article fait allusion à la crise qui a lieu concernant l'entrée de l'Allemagne dans la SDN en février – mars 1926<sup>58</sup>. L'Allemagne et les puissances signataires du traité de Versailles, en effet, n'arrivent pas à s'entendre sur la question des frontières germano-polonaises. Par ailleurs, une partie des dirigeants allemands s'oppose au traité de Locarno et à l'entrée de l'Allemagne dans la SDN, et réclame une orientation de la politique allemande vers l'est (*Ostorientierung*)<sup>59</sup>. La Pologne, de son côté, essaie dans la mesure du possible de renforcer sa position internationale après l'entente de l'Allemagne avec les puissances occidentales et l'entente de la France avec l'URSS. En ce sens, elle demande un siège permanent à la SDN, ce pour quoi la France accepte de s'engager après l'entrée de l'Allemagne. À ce moment, Stresemann, qui n'est pas mis au courant, parvient le 8 février 1926, malgré l'opposition interne, à ce que la demande de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations soit formulée officiellement. Selon les prévisions, une session extraordinaire devait alors se réunir en mars. Toutefois, la question de l'admission de la Pologne, qui plus est au même moment que l'Allemagne, soulève non seulement l'opposition de cette dernière, mais aussi celles d'autres États membres. La Suède, par exemple, menace d'user de son droit de veto si en mars la SDN décide d'une autre admission que de celle de l'Allemagne. Devant l'ampleur des protestations, la France et l'Angleterre, qui ont voulu faire passer cette question comme un fait accompli, sont obligées de reculer. Sur le plan intérieur, il est impossible pour l'Allemagne d'accepter les projets français, et les acquis de Locarno, qui avaient soigneusement écarté le problème des frontières occidentales de la Pologne, menacent de s'effondrer. L'Allemagne se revoit face à une entente franco-anglaise. Aucun compromis n'ayant pu être trouvé, l'entrée de l'Allemagne dans la SDN est repoussée.

Lors de ces négociations, Yunus Nadi écrit dans *La République* en février 1926 : « Au début, l'Allemagne était exclue, maintenant elle se fait prier. (...) Ce spectacle est de nature à nous donner la conviction que si le peuple allemand finira un jour par entrer à la SDN, il n'y sera pas un instrument entre les mains des Anglais ». Le journaliste, après avoir dénoncé l'impérialisme anglais, ajoute :

<sup>57</sup> AA, *Periodische Berichte*, août 1925 – mars 1927, R 78560, 28.02. – 06.03.1926.

<sup>58</sup> Voir Krüger, Peter, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1985, pp. 311 et suivantes.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 309.

« La question de l'admission de l'Allemagne à la SDN ne regarde que les Allemands. Nous n'avons pas à prendre parti. Ce qui nous intéresse, c'est cette particularité : au temps du traité de Versailles, l'Allemagne était vaincue et humiliée ; aujourd'hui, on la prie de faire partie de la SDN. Le peuple allemand a su donc attendre son heure avec patience et ténacité. C'est là une vertu qui a sa valeur et dont il faut tirer un enseignement<sup>60</sup>. »

Deux semaines après que Mossoul a été attribué à l'Irak, Yunus Nadi ajoute dans un article intitulé « Lorcano et Berlin<sup>61</sup> » :

« Lorsque nous faisons remarquer à l'époque le vrai caractère de Locarno que nous considérons comme une scène préparée par l'Angleterre pour faire front contre les peuples orientaux, toute la presse de l'Occident gardait le silence ou essayait de nous faire croire qu'il s'agissait d'une œuvre humanitaire par excellence. Voici que toute cette presse se met aujourd'hui à hurler de concert comme une bête féroce atteinte au cœur dès que le jeu a raté. Eh bien, si nous avons jamais à choisir entre Locarno et Berlin, nous n'hésiterions pas un seul instant à prendre rang aux côtés de ce dernier. »

Finalement, l'Allemagne entre dans la SDN le 10 septembre 1926. Sans surprise, cet événement est accueilli avec suspicion par beaucoup de journaux turcs, qui estiment que les principes de la Société ne sont pas compatibles avec le traité de Versailles<sup>62</sup>. Mais l'entrée de l'Allemagne dans la SDN est aussi liée à l'espoir que celle-ci puisse jouer un rôle positif pour la Turquie, notamment dans la question de Mossoul. Ainsi, lors des négociations du début de l'année 1926, un journaliste du *Vakit*, dans un article intitulé « L'Allemagne et la question de Mossoul » et repris dans *La République*, écrit :

« L'Allemagne, qui a décidé de faire partie de la SDN, y devra prendre bon gré mal gré position dans le différend turco-anglais, et cette position constituera un fait important dans l'histoire et pour l'honneur de la nation germanique. Au cours de la polémique qui a suivi la décision de la SDN dans la question de Mossoul, la presse allemande a reconnu l'iniquité de la SDN et a violemment critiqué la sentence prononcée en dépit du droit formel et indéniable de la Turquie sur Mossoul. (...) Mais lorsque l'Allemagne entrera à la SDN, pourra-t-elle exprimer aussi ouvertement son opinion ? (...) Actuellement, en dehors de leurs sentiments d'amitié réciproques, il n'existe aucun lien entre la République de Turquie et la République d'Allemagne, qui ne sont plus tenues aux engagements passés des deux empires. Toutefois, la question de Mossoul est une conséquence de la guerre générale, et en prononçant leur décision, les délégués des alliés de l'Angleterre dans la guerre générale ont fait preuve d'une solidité morale à l'égard de leur ancienne coopératrice. Est-ce que la délégation de l'Allemagne, au contraire, apportera son concours à ses ennemis de la guerre générale contre son ancienne alliée la Turquie ? Soutenir le point de vue turc dans la question de Mossoul n'est pas seulement pour l'Allemagne un acte d'équité internationale, c'est en même temps un point d'honneur moral devant lequel elle ne saurait faillir<sup>63</sup>. »

<sup>60</sup> *La République*, 6.02.1926.

<sup>61</sup> *La République*, 17.06.1926.

<sup>62</sup> AA, Akten betreffend die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei, von März 1926 bis Juni 1928, R 78486, 18.09.1926.

<sup>63</sup> *La République*, 5.01.1926.

Si dans les faits l'Allemagne ne pourra ou ne voudra pas s'engager dans cette question, la sympathie de la presse turque à son égard reste entière : comme le met en valeur Ahmed Ağaoğlu dans l'*Hakimiyet-i Milliye*, seules la Russie, l'Allemagne et la Turquie ne font pas partie de « la combinaison actuelle »<sup>64</sup>. Le même journal dénonce également la méfiance exagérée de la France face à tout discours allemand à propos de la question de la culpabilité de la guerre ou de possibilités d'alliance avec la Russie, la Turquie ou d'autres États de l'est<sup>65</sup>.

En Novembre 1926, un journaliste du *Milliyet* écrit à son tour qu'il est totalement incompréhensible que l'Allemagne, en tant que membre de la SDN et ayant un siège permanent, doive continuer à supporter un contrôle militaire. Le traité de Versailles, conclut l'article, n'est plus pris au sérieux, même en France, mais les autorités officielles n'ont pas le courage de le dire ouvertement<sup>66</sup>.

À de nombreuses reprises, la presse prend également fait et cause pour la politique révisionniste de l'Allemagne. La question du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne est ainsi considérée par Ahmed Ağaoğlu comme « un processus inéluctable », les deux pays étant unis culturellement<sup>67</sup>.

En août 1928, Mahmud [Soydan] écrit un article dans le *Milliyet* intitulé « la situation en Allemagne<sup>68</sup> », dans lequel il met en évidence la persistance de la force du *Reich*, malgré les efforts alliés pour supprimer son armée et l'obliger à des paiements surélevés. D'ailleurs, admet-il, les craintes de la France, qui prétend que l'Allemagne cherche par tous les moyens à se réarmer, ne sont pas injustifiées :

« Effectivement, il faut reconnaître que les Allemands, (...) qui sont essentiellement une nation militaire, ne resteront pas tranquilles et résignés. Sans doute ils ne se pressent pas et attendent un moment favorable. Aujourd'hui, ils travaillent en priorité à faire réduire les forces d'occupation. »

Pour les Allemands, met-il en relief, le fait que les Français considèrent le problème de la réduction des forces d'occupation comme dépendant de leurs souhaits, et non pas comme une tâche contractuelle, irrite les Allemands au plus haut point. Cet aspect amène le journaliste à critiquer le pacte de Locarno, qui n'a pas permis de trouver une base d'accord (*bir tatbik zemini*) favorable à la France et à l'Allemagne, en particulier parce que ce n'est pas Briand qui décide de la politique extérieure française, mais Poincaré.

« Dans l'esprit des Allemands, conclut-il, en reconnaissant par le traité de Locarno la frontière prévue dans le Traité de Versailles, ceux-ci ont accepté de faire des sacrifices. En échange, il faudrait leur donner des compensations à l'est, et ne pas empêcher l'an-

<sup>64</sup> Ahmed Ağaoğlu, « Etrafımızda ne oluyor ? » [Que se passe-t-il autour de nous ?]. In : *Hakimiyet-i Milliye*, 29.03.1926.

<sup>65</sup> AA, *Periodische Presse*, août 1925 – mars 1927, R 78560, 26.09 – 2.10.1926.

<sup>66</sup> *Ibid.*, 22.11. – 28.11.1926.

<sup>67</sup> Ahmed Ağaoğlu, « Anschluss ». In : *Milliyet*, 22.10.1927.

<sup>68</sup> Mahmud (Soydan), « Almanya'da Vaziyet », *op. cit.*

nexion. Les citoyens allemands attendent du Gouvernement, quel qu'il soit, la réalisation de ces buts. »

Dans le même ordre d'idées, le Pacte Briand-Kellogg conclu le 27 août 1928, qui condamne le recours à la guerre, fait l'objet de critiques de la part de Yunus Nadi : revenant sur l'occupation de la Rhénanie et les conditions posées par la France pour l'évacuation de la zone rhénane, il écrit :

« La proposition de Bismarck exigeant des Français une indemnité de guerre de cinq millions de francs n'est vraiment rien comparée à ces conditions que la France veut maintenant imposer à l'Allemagne. Nous ne doutons point que l'opinion publique allemande sera attristée et fortement émue en présence de cette attitude irréductible de la France. (...) Voilà donc un exemple édifiant des scènes qui se passent derrière le pacte Kellog<sup>69</sup>. »

On le voit, les journalistes kéalistes sympathisent vivement avec le sort de l'Allemagne. Les relations de la Turquie avec la France et la Grande-Bretagne étant conflictuelles, la mésentente entre les anciens alliés et l'Allemagne, d'une certaine façon, les rassure : une trop bonne entente pourrait isoler la Turquie sur le plan international, voire la menacer. Par ailleurs, l'identification du destin de l'Allemagne à celui de la Turquie peut favoriser des relations privilégiées. Lors d'une manifestation organisée à Berlin par les résidents turcs à propos de la province de Mossoul, l'ambassadeur turc Kemaleddin pacha déclare par exemple que cette province « appartient aux Turcs de la même manière que la Ruhr appartient aux Allemands<sup>70</sup> ». Dans cette perspective, la tentation de créer un front commun renforcé par l'URSS prend du poids.

### *Les relations entre l'Allemagne et l'URSS*

Quatre jours avant la signature du traité de Locarno, l'Allemagne a signé avec la Russie soviétique un traité de commerce. Le 24 avril 1926, les deux pays renforcent leurs relations par le traité de Berlin, dans lesquelles elles s'engagent à une neutralité limitée, et qui contient une promesse de consultation dans les questions politiques et économiques qui concernent les deux pays<sup>71</sup>.

D'après les rapports de l'ambassadeur allemand, la presse turque accueille avec satisfaction les nouvelles des négociations russo-allemandes et les considère comme le signe du début d'une nouvelle orientation de l'Allemagne. Tandis que le *Yeni Ses* espère que cet accord va contribuer à renforcer la position de l'Union

<sup>69</sup> Yunus Nadi, « Une des scènes qui se passent derrière le Pacte Kellogg ». In : *La République*, 16.09.1928.

<sup>70</sup> AA, *Türkische Staatsmänner*, 1925 – 1936, R 78552, citation d'un article de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 5.09.1925.

<sup>71</sup> Krüger, Peter, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, op. cit., p. 317.

soviétique et à instaurer un équilibre pour la paix de l'Europe, le *Vakit* considère les soucis du ministre des Affaires étrangères anglais comme « la preuve de la signification fondamentale de l'initiative allemande ». Le *Cumhuriyet*, enfin, estime que l'initiative allemande constitue « la première politique étrangère raisonnable depuis la fin de la Guerre », et salue l'Allemagne comme étant « l'ami de l'ami<sup>72</sup> ».

Dans quelle mesure la Turquie est-elle tentée par une alliance avec l'Union soviétique et l'Allemagne pour faire front à l'Angleterre ? Si ce point doit être approfondi, il est certain que l'idée est partagée, comme le montre un entretien entre l'ambassadeur allemand à Moscou, le Comte Brockdorff-Rantzau, et l'ambassadeur soviétique à Ankara Suritz en avril 1927 : selon Suritz, rapporte Brockdorff-Rantzau, l'Allemagne constitue un facteur important dans la politique turque mais souffre « d'une méfiance renforcée par les éléments antiallemands ». Le gouvernement turc, toujours selon l'ambassadeur soviétique, craint « que l'Allemagne ne soit souvent poussée par l'Angleterre, et que le gouvernement anglais ne cherche à faire des affaires par l'intermédiaire de l'Allemagne, là où lui-même ne souhaiterait pas s'immiscer, sur le plan économique ou politique ». Par ailleurs, il souligne que l'activité économique de l'Allemagne souffrirait « du fait qu'un certain groupe continuerait à affirmer, en se référant au rôle de Talat pacha et d'Enver bey (sic), que l'Allemagne aurait poussé la Turquie dans la guerre mondiale ». À la question de Brockdorff-Rantzau sur la possibilité d'une collaboration entre l'Allemagne et la Russie soviétique en Turquie, Suritz répond positivement, mettant en valeur que « l'Allemagne pourrait ainsi profiter de la très forte influence politique de la Russie soviétique, et celle-ci pourrait de son côté tirer profit de la force économique de l'Allemagne. Nos deux pays, ainsi que la Turquie, pourraient donc tirer avantage d'une telle collaboration ». Brockdorff-Rantzau conclut ainsi son rapport : « Les propos de Suritz m'ont donné l'impression qu'il était sincère et qu'il parlait de la même façon directe et souvent étonnante que les milieux informés ici<sup>73</sup>. »

Cet entretien est intéressant à plus d'un titre : au-delà du calcul politique de l'ambassadeur soviétique qui souligne plutôt les handicaps de l'Allemagne dans sa politique turque que ses avantages – qui comme nous allons le voir ne sont déjà pas insignifiants en ce début de l'année 1927 – la crainte des kémalistes vis-à-vis d'un rapprochement entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne semble plausible, d'autant que les observateurs turcs savent bien que l'Angleterre est plus favorable à l'Allemagne que la France, et que l'Allemagne a besoin d'elle. Comme nous l'avons dit, les kémalistes trouvent leur intérêt dans la mésentente qui règne parmi les puissances européennes. Quant à la collaboration entre Berlin et Moscou en Turquie, Suritz est adroit : les relations économiques entre l'URSS et la Turquie

<sup>72</sup> AA, Akten betreffend die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei, Mars 1926 – Juin 1928, R 78486, 22.04.1926.

<sup>73</sup> AA, Akten betreffend die politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Türkei, Mars 1926 – Juin 1928, R 78486, Rapport de Brockdorff-Rantzau, 3.04.1927.

sont en effet peu développées<sup>74</sup>, par contre, il est vrai que l'influence politique des soviétiques reste très forte.

Il est également intéressant de noter qu'à cette époque, les membres de l'ambassade turque à Moscou semblent être proches de l'Allemagne : un rapport de l'ambassade allemande à Moscou du début de l'année 1929 informe la *Wilhelmstrasse* que l'ambassadeur turc, Hüseyin Ragib bey, est « *ausgesprochen deutschfreundlich* », que le deuxième secrétaire, Mustafa Vedid, dont le père a été « de longues années consul général à Berlin » parle l'allemand sans accent car il a mené une grande partie de sa scolarité en Allemagne, et que le troisième secrétaire, Cevad bey, qui a été formé dans le corps des cadets prussiens et qui a été secrétaire de l'ambassade turque à Berlin, est un « ami intime de l'ambassade allemande ». L'ambassadeur allemand de Moscou en conclut que « dans l'ensemble, (...) la composition de l'ambassade turque à Moscou est faite de telle manière qu'elle garantit une relation particulièrement amicale avec l'ambassade allemande<sup>75</sup>. » Il resterait bien sûr à déterminer si ce personnel a été nommé par Ankara dans cette perspective. Toujours est-il que Moscou, à cette date, apparaît comme un lieu privilégié pour traiter des affaires turco-allemandes.

#### « L'Allemagne et le monde oriental »

Le fait que l'Allemagne, tout en étant européenne, n'est pas dans le camp anglais et français, amène parfois les journalistes kémalistes à espérer un renforcement du rôle de l'Allemagne en Orient. C'est le sujet d'un article publié en 1927 dans la revue *Hayat*<sup>76</sup> et intitulé « l'Allemagne et le monde oriental<sup>77</sup> ». L'auteur, Zeki Mesud [Aslan] est pédagogue, et fait partie de la Section de l'enseignement et de l'éducation nationale (*Milli Talim ve Terbiye Dairesi*) créée par la loi sur l'organisation de l'éducation en 1926. Auparavant, il a déjà assumé la fonction d'inspecteur des étudiants en Allemagne<sup>78</sup>. En Turquie, il écrit des articles dans les revues spécialisées de pédagogie (en particulier sur les pédagogues allemands<sup>79</sup>), pour la revue *Hayat*, ainsi que des éditoriaux dans les journaux *Milliyet* et *Hakimiyet-i Milliye*. Il

<sup>74</sup> Entre 1924 et 1929, la part de l'URSS dans les importations turques est de 4%, et de 3 % dans les exportations turques. Voir Tezel, Yahya S., *Cumhuriyet Döneminin İktisadi Tarihi (1923 - 1950)* [Histoire économique de la période républicaine (1923 - 1950)], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2002 (1<sup>ère</sup> éd. 1982), p. 166.

<sup>75</sup> AA, *Türkische Staatsmänner, 1926 - 1936*, R 78552, rapport de l'ambassade allemande à Moscou, 9.02.1929.

<sup>76</sup> *Hayat* [La vie] est une revue fondée en 1926 par le ministère de l'Éducation nationale.

<sup>77</sup> *Hayat*, 2.06.1927 : « *Almanya ve Şark Alemi* ».

<sup>78</sup> Pendant la Guerre, comme nous l'avons mentionné, mais également après, puisque le *Servet-i Fünun* du 21 mai 1925 rapporte qu'il se trouve à Munich à cette date et qu'il tient un discours lors de la refondation du club turc local.

<sup>79</sup> Voir ci-après le chapitre sur l'éducation.

ne nous a pas été possible de déterminer s'il a étudié en Allemagne. Toutefois, sa connaissance de l'Allemagne et du système scolaire allemand nous le laisse penser.

Zeki Mesud traite dans cet article de l'intérêt culturel et politique de l'Allemagne pour l'Orient. Sur le plan culturel, il montre que l'Allemagne n'est pas complètement latine, et que sa civilisation mystique et romantique la pousse à s'intéresser à l'Orient :

« En Allemagne, écrit-il, l'idée selon laquelle la civilisation occidentale, issue de la tradition gréco-latine, ne suffisait pas à l'élaboration d'une civilisation universelle, et qu'il était nécessaire de s'intéresser à la valeur culturelle de la civilisation indo-chinoise, était déjà présente chez certains intellectuels avant la guerre ».

Ainsi, l'Allemagne devait jouer un rôle d'intermédiaire entre l'Orient et l'Occident, en civilisant l'Orient, resté dans l'ignorance, et en « satisfaisant le nouveau type d'homme imaginé par les intellectuels allemands », pour lequel « la civilisation occidentale, fondée sur la raison et la logique, ne possédait pas le pouvoir et la profondeur nécessaire ». Après la guerre, poursuit Zeki Mesud, l'Allemagne, une fois vaincue, s'est retrouvée traitée par les vainqueurs « comme une nation mise au ban de l'humanité » et « (...) a commencé à douter de la valeur de la culture occidentale... Elle a attribué toutes les raisons des catastrophes à la culture latine », ajoutant : « Aussi longtemps que la France et ses alliés proclamaient qu'ils avaient vaincu l'Allemagne tant sur le plan matériel que sur le plan spirituel, il était naturel que les Allemands ne pussent pas se tourner vers la civilisation latine et classique qui était celle des ennemis... ». L'auteur de l'article cite alors Ernst Curtius : « La jeune Allemagne regardait vers l'Orient en tournant le dos à l'Occident... Elle se dirigeait vers la Russie, et même plus loin, vers l'Inde et la Chine...<sup>80</sup> ». Dans cet esprit, poursuit Zeki Mesud, l'Allemagne, cherchant les fondements de sa nouvelle culture dans « les traditions germaniques revivifiées d'un nouvel asiatisme », a créé une nouvelle sorte d'école pour enseigner la culture et l'histoire allemande, la *Deutsche Oberschule*<sup>81</sup>. L'auteur cite également Oswald Spengler et le Comte Hermann von Keyserling, deux philosophes qui remettent en cause la civilisation occidentale et qui ont effectivement connu un grand succès dans l'Allemagne des

<sup>80</sup> Ernst Robert Curtius (1866 – 1956) était professeur de littérature romane. Zeki Mesud ne précise pas de quel ouvrage il tire cette citation, qui provient en fait d'un article intitulé « Deutsch-französische Kulturprobleme », paru dans *Der neue Merkur* en 1921. Voir Fischer, Manfred S., « *Europa* » und « *das Nationale* » bei Ernst Robert Curtius : ein Essay, Aix-la-Chapelle, Fischer, 2000, p. 87. Curtius constate certes que l'Allemagne se détourne de la culture occidentale européenne, mais il regrette justement ce fait et s'engage pour une Europe unie, à l'inverse de Spengler par exemple.

<sup>81</sup> En 1925, le ministère prussien de l'Instruction Publique (sous la direction de l'orientaliste Carl-Heinrich Becker) avait effectivement eu pour projet de mettre en place des « *Deutsche Oberschulen* », censées mettre l'accent sur la culture et l'idéalisme allemands, à la différence des « *Gymnasien* » (lycées à enseignement humaniste) et des « *Realgymnasien* » (lycées qui offraient un enseignement des langues étrangères et des sciences).

années 1920<sup>82</sup>. Il évoque aussi l'intérêt prononcé en Allemagne pour le poète indien Tagore<sup>83</sup>, intérêt « que l'on n'observe nulle part ailleurs en Europe ».

Cherchant ensuite à établir un lien avec la politique allemande, l'auteur pose la question de savoir dans quelle mesure le comportement et la position que l'Allemagne endosse par rapport à l'Asie sont « bienveillants » : « Il est ingénu de chercher de la sympathie dans la politique... L'Allemagne veut jouer un rôle d'intermédiaire entre l'Orient et l'Occident ». Ses intérêts, précise-t-il, sont nationaux et ne relèvent pas d'idéaux. Les deux premières années pendant lesquelles le traité de Versailles a été imposé avec violence, l'Allemagne a été en conflit avec l'Occident. À ce moment, elle a signé le traité de Rapallo avec la Russie et s'est tournée vers l'Orient. Puis le traité de Locarno lui a ouvert un nouveau champ d'action en Europe et elle s'est jointe au groupe occidental en entrant dans la SDN. Toutefois, note-t-il, cette indemnité spirituelle n'a pas suffi à l'Allemagne. L'Allemagne n'est donc pas, comme les autres pays impérialistes, pour préserver le *statu quo* en Europe et en Asie, au contraire, estime-t-il, elle est pour le changer, et « Locarno n'a pas pu complètement diriger l'Allemagne vers l'Occident ». En ce sens, le traité de Berlin signé avec les Russes « constitue l'un des points d'appui essentiels de la politique allemande ». Dans cette perspective, l'auteur de l'article est d'avis que l'Allemagne va gêner la politique des États qui possèdent des territoires en Asie, comme l'Angleterre, la France et la Hollande et qu'elle soutiendra les pays d'Asie qui veulent se libérer de l'Europe, concluant sur ces mots : « Le 10 février 1926 a été fondée à Berlin une association allemande qui a pour but de combattre la politique d'oppression dans les colonies. On voit que dans le conflit Orient – Occident, l'Allemagne souhaite un développement en faveur de l'Asie ».

Comme nous l'avons précisé plus haut, tout laisse penser que Zeki Mesud a un intérêt particulier pour l'Allemagne, qu'il connaît de près. En cela, il est certainement singulier dans le monde politique et intellectuel turc de l'époque. Mais Zeki Mesud n'est pas seulement un pédagogue qui écrit pour un public spécialisé, il est

<sup>82</sup> Spengler, dans son ouvrage *Le déclin de l'Occident*, montre que les grandes créations de l'esprit s'effacent progressivement au profit des conquêtes scientifiques et techniques, et que l'organisme vivant se sclérose en une organisation universelle abstraite. Le philosophe reprend la distinction entre la « culture », notion vivante et organique et la « civilisation », d'ordre intellectuel et impersonnel, qui aboutit au machinisme et à la mécanisation totale de la vie humaine. Keyserling, quant à lui, expose dans son *Journal de voyage d'un philosophe* sa doctrine de la polarisation, qui fait osciller le « cosmos de l'humain » entre d'une part l'interprétation magique et mystique de la vie par l'homme asiatique et d'autre part la pure « civilisation de l'intelligence » créée par l'homme américain. Seule la sagesse extrême-orientale, estime-t-il, peut promouvoir la renaissance de l'Europe. Keyserling donne en 1927 une conférence à l'Université d'Istanbul, qui est relatée par la presse, et à propos de laquelle l'ambassadeur allemand envoie un rapport dans lequel il note qu'elle a eu un très grand succès et qu'elle a fait l'objet d'articles élogieux dans presque toute la presse (AA, Periodische Presse, août 1925 – mars 1927, R 78560, 27.2. – 5.3.1927).

<sup>83</sup> Voir Chartier, Fabien, « Fascinant Tagore et enjeux politiques franco-allemands, Strasbourg / Darmstadt / Santiniketan ». In : Cluet, Marc (dir.), *La fascination de l'Inde en Allemagne 1800 – 1933*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, pp. 315 – 330.

aussi un journaliste, auteur d'un nombre important d'éditoriaux dans les grands journaux, en particulier à la fin de notre période, dans les années 1929 / 1933. À ce titre, ses idées ont peut-être eu une certaine audience. En tous les cas, nous serons appelés à le rencontrer plusieurs fois au cours de ce travail.

Pour le moment, il importe de retenir de ce chapitre que la position politique de l'Allemagne, dans les années 1920, non seulement ne constitue pas une menace pour la Turquie kémaliste, mais encore l'intéresse de près, en ce qu'elle ne fait justement pas partie des puissances impérialistes. Derrière l'indignation des kémalistes face à la politique réservée à l'Allemagne par les autres puissances apparaît le désir que finalement l'Allemagne ne se rapproche pas de l'Angleterre ou de la France. Locarno, sans nul doute, a fait craindre la formation d'un bloc occidental dont la Turquie aurait été exclue.

